



# Présence Internationale

Rue de la Linière, 11  
1060 Bruxelles  
Tél: 02/609 44 05  
Email: pbibelgium@scarlet.be  
http://www.peacebrigades.net  
CCP: 000-1668395-92  
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
9/2484

N° 85

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Editorial

Au début du mois de juillet dernier, le monde entier s'est ému en apprenant la libération d'un groupe de 15 otages détenus depuis des années par les FARC dans la jungle colombienne, surtout que parmi eux se trouvait la célèbre franco-colombienne Ingrid Betancourt. Cette libération, obtenue par le biais d'une opération militaire, a provoqué, durant quelques jours, une vague de joie et d'optimisme tant en Colombie que dans toute la communauté internationale. Des manifestations s'organisent même un peu partout pour protester contre les enlèvements et contre les FARC. Toutefois quelques voix s'élevèrent aussi en Colombie pour rappeler que cette condamnation de la violence des FARC ne pouvait pas faire oublier d'autres violences tout aussi cruelles que les enlèvements. Durant les deux dernières décennies, en effet, des milliers de Colombiens ont été massacrés ou ont disparu, beaucoup d'autres encore ont été déplacés de leurs terres par des groupes paramilitaires bénéficiant de la complicité de commandants de la Force publique et de représentants des élites politiques et économiques.

Parmi ces très nombreuses victimes, on peut citer la Communauté de Paix San José de Apartado, en Uraba, qui, sur ces 11 ans d'existence, a perdu plus de 170 de ses membres. Malgré son engagement comme acteur neutre face aux groupes armés, cette communauté n'a pas cessé, depuis sa création en 1997, d'endurer harcèlements et pertes humaines. Particulièrement en 2005, un massacre a causé la mort de huit de ses membres, dont le leader Luis Eduardo Guerra. Comme il s'agit d'un cas emblématique et que PBI accompagne régulièrement cette communauté, un assez long article du présent numéro revient sur le sujet à l'occasion du troisième anniversaire de ce massacre. Pour nos lecteurs néerlandophones, nous y joignons le texte qu'une volontaire hollandaise a écrit sur sa dernière semaine passée en Colombie après un an de travail sur place.

Mais, dans ce numéro, nous vous donnons aussi des nouvelles d'un autre pays où PBI assure des missions d'accompagnement international : le Népal. Pour vous parler de cette contrée située à l'autre bout du monde, nous vous livrons un article en français sur la situation qui y règne actuellement en matière de droits humains mais, étant donné qu'une autre volontaire hollandaise a créé un weblog à l'occasion de son entrée en fonction au sein de l'équipe de PBI, nous vous livrons quelques-unes de ses premières impressions. Ainsi espérons-nous contenter tous nos lecteurs, qu'ils soient francophones ou néerlandophones.

Dans ce numéro...

### Colombie

Suites du massacre de 2005 dans la  
Communauté de Paix San José de  
Apartado  
Page 2

### Népal

Selon Advocacy Forum, la torture  
continue en toute impunité  
Page 5



## Colombie

### Suites du massacre de 2005 dans la Communauté de Paix San José de Apartado

*Malgré son engagement comme acteur neutre face aux groupes armés, la Communauté de Paix San José de Apartado n'a pas cessé, depuis sa création en 1997, d'endurer harcèlements et pertes humaines. Sur ses 11 ans d'existence, elle a perdu plus de 170 membres assassinés. Il y a quelques mois, elle commémorait le troisième anniversaire du massacre de 2005, au cours duquel mourut notamment un de ses leaders emblématiques, Luis Eduardo Guerra. De son côté, la Justice colombienne semble ne pas laisser ce massacre impuni : plusieurs militaires qui y sont impliqués viennent d'être inculpés.*

#### Des militaires inculpés par le Ministère public

En se promenant dans la Communauté de Paix de San José Apartado, on tombe sur un cercle de pierres colorées. Sur chacune d'entre elles, il y a une inscription, en souvenir des - au moins - 170 personnes assassinées ou « disparues » pendant les 11 ans d'existence de la communauté, immortalisant les cas restés jusqu'à présent sans explication et impunis. Plusieurs de ces crimes ont eu lieu malgré les mesures transitoires décrétées en 2008 par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, ordonnant au gouvernement colombien de protéger cette communauté qui s'était déclarée neutre dans le conflit armé en 1997.

Parmi ces stèles, il y a le nom de Luis Eduardo Guerra, un des leaders de San José de Apartado, dont le corps, avec ceux de sa famille et de 5 autres personnes - dont 4 mineurs d'âge - furent retrouvés dissimulés dans les hameaux de Mulatos et Resbalosa, à cinq heures de marche de l'implantation principale de la Communauté de Paix, en Uraba (Antioquia). Ce massacre s'est déroulé le 21 février 2005 mais c'est seulement aujourd'hui, trois ans après les faits, que les investigations de la justice connaissent des avancées pouvant corroborer la version de la communauté.



*Stèles à la mémoire des victimes du massacre*

Depuis le début, des membres de la communauté ont affirmé qu'on pouvait trouver derrière ce massa-

cre la main des paramilitaires et des soldats de la 17<sup>ème</sup> Brigade de l'armée. Malgré les communiqués publiés par la communauté, corroborés entre autres par une enquête indépendante d'un groupe de juges et procureurs espagnols de l'association Medel, certains médias, le gouvernement et l'armée colombienne ont porté le discrédit sur les accusations des paysans et ont nié une quelconque participation de la force publique dans ce crime. Le commandant de la 17<sup>ème</sup> Brigade de l'époque, le général Hector Jaime Fandino Rincon, a été jusqu'à affirmer dans un communiqué que, étant donné le modus operandi utilisé lors de l'assassinat de ces citoyens, il n'y avait pas de doute sur la culpabilité des FARC dans ce crime atroce.

D'autres milieux de la société colombienne ont également tourné le dos à ces paysans, en intensifiant la délégitimation et les rumeurs qui les associent à la guérilla. Le président Alvaro Uribe en personne a déclaré publiquement le 21 mars 2005 que « dans cette communauté de San José de Apartado, il y a de braves gens mais que certains de ses leaders, protecteurs et défenseurs, sont désignés, par des personnes qui y ont résidé, comme des complices des FARC et qu'ils veulent utiliser cette communauté pour protéger cette organisation terroriste ».

De son côté, l'armée nationale a publié sur son site web un texte remettant en question la neutralité de la Communauté de Paix et attirant l'attention sur l'ex-maire d'Apartado, Gloria Cuartas, et le prêtre jésuite Javier Giraldo, qui accusent l'armée de ce crime. Les actions des ONG solidaires avec la communauté ont également été remises en question : « Dans le cas de San José, toutes les ONG subversives du pays et étrangères se sont unies dans une campagne de désinformation ».

Il faut relever que, dans le contexte colombien, ce genre de déclarations de la part du gouvernement fait courir un grand risque aux membres de la communauté, puisqu'on insinue l'existence de liens avec un groupe armé illégal. En fait, l'enquête sur un crime de lèse-humanité comme ce massacre ne de-



# A m é r i q u e s

vrait pas se focaliser uniquement sur des liens supposés avec des groupes armés illégaux mais devrait examiner la version de toutes les parties concernées.

Le vent a tourné en faveur de la communauté depuis que plusieurs paramilitaires démobilisés ont déclaré avoir perpétré ce massacre en collaboration avec des troupes de l'armée. Selon la revue *Semana*, un ex-combattant du groupe *Héros de Tolova* a raconté que « 50 soldats sous les ordres du capitaine Guillermo Armando Gordillo Sanchez montaient la garde pendant que les paramilitaires se hâtaient de commettre le crime. » Les éléments de preuve ont mené le Ministère public à arrêter le capitaine Gordillo en 2007 et à délivrer des mandats d'arrêt contre cinq autres militaires de la 17<sup>ème</sup> Brigade, dont deux sont toujours en fuite. Des quatorze militaires actuellement détenus, 7 ont été inculpés en date du 15 avril.

Gordillo lui-même, qui avait été arrêté l'an passé, a avoué au ministère public ce 12 mai que l'opération avait été réalisée conjointement avec des paramilitaires et avec l'aval de ses supérieurs. Cette information a été corroborée par le commandant paramilitaire Diego Murillo, alias 'Don Berna', qui, de façon spontanée, a admis que les combattants du groupe *Héros de Tolova* avaient commis le massacre avec la complicité des militaires. 'Don Berna' n'a pu révéler plus de détails sur ce crime à cause de son extradition vers les Etats-Unis.

« Ces militaires ont été arrêtés, non parce qu'il existe une volonté réelle de rendre la justice, mais parce qu'il y a une pression internationale au sujet de cette affaire. Le gouvernement les a envoyés en prison dans le seul but de redorer l'image démocratique du pays. D'autres prendront la place de ces quinze militaires, et en plus il n'y a pas de mandat d'arrêt pour les autres personnes impliquées, militaires, paramilitaires, policiers et hommes d'affaire », a déclaré Jesus Emilio Tuberquia, leader de la Communauté de Paix.

Le prêtre Javier Giraldo, qui accompagne la Communauté de Paix depuis sa création, insiste également sur l'importance d'une enquête très large à propos des auteurs intellectuels de ce crime ainsi que de toute autre personne impliquée. « Il était clair, dès l'audition de 3 ou 4 témoins, qu'il y avait une complicité entre les militaires et les paramilitaires. Jusqu'à présent, on a arrêté et inculpé très peu de personnes et on s'est focalisé sur les auteurs matériels. Selon les témoignages de militaires, il y avait au moins 50 soldats et il n'y a de mandat d'arrêt que contre 15 ».

## « La communauté ne marche pas seule »

La Communauté de Paix de San José de Apartado a commémoré le troisième anniversaire du massacre, perpétré en 2005 dans les environs de Mulatos et Resbalosa, qui a fait perdre à la communauté un de ses leaders les plus charismatiques, Luis Eduardo Guerra, et sept autres membres, dont quatre mineurs d'âge. Dans ces deux hameaux vivaient plus de 100 familles, qui quittèrent les lieux dans les années 90, suite à diverses tueries. Le dernier massacre poussa les dix familles restantes à déménager, laissant les deux hameaux totalement abandonnés.



*Accompagnement par PBI et d'autres organisations de la Communauté de Paix San José de Apartado lors de la marche commémorative*

Pour cette commémoration, la communauté a organisé une marche jusqu'à l'endroit de la tuerie. « La communauté ne marche pas seule », a déclaré Eduar Lancheros pendant une des cérémonies, se référant aux nombreuses marques de solidarité que la communauté continue à recevoir de nombreux endroits du monde. L'événement a été organisé par des membres de la communauté et le comité Luis Eduardo Guerra, dont font partie le prêtre Javier Giraldo et Eduar Lancheros, et a pu compter sur la présence de plusieurs conseillers municipaux espagnols, le Réseau Italien de Solidarité, Witness for Peace, la communauté Tamera, l'Association paysanne d'Antioquia, Fellowship for Reconciliation, PBI, des journalistes et étudiants, le tout totalisant quelque 150 personnes.



# A m é r i q u e s

La marche a duré 3 jours. Le 20 février, les participants se sont déplacés jusque Mulatos, pour dresser un campement sur le lieu même où furent tués Luis Eduardo Guerra, son fils Deiner et son épouse Bellanira Areiza. Le lendemain, après une messe de commémoration, le groupe a continué son pèlerinage jusque Rebalosa, pour honorer la mémoire des autres victimes de ce tragique événement.

Dans ce hameau reposent les corps des cinq autres personnes assassinées et retrouvées démembrées : Alfonso Bolivar, son épouse Sandra Munoz, leurs enfants Natalia (5 ans) et Santiago (18 mois) et Alejandro Perez, un paysan qui travaillait avec Bolivar. A la fin de la marche, le père Javier Giraldo a béni les maisons reconstruites des familles qui ont décidé de retourner à Mulatos et qui ont choisi cette date symbolique pour se réinstaller sur leurs terres.

## "Mijn laatste week bij PBI in Colombia"

*Annemarie de Vries, uit Nederland, is onlangs teruggekeerd uit Colombia, waar zij een jaar lang PBI projectvrijwilliger is geweest. Annemarie kijkt in haar laatste week terug op haar ervaringen in Colombia.*

« Mijn laatste week bij het PBI Colombia Project ! De tijd is voorbij gevlogen! Het is een intensief jaar geweest vol met nieuwe indrukken en uitdagingen...

Wat het meeste indruk op mij heeft gemaakt is het opgeruimde humeur en de ironie van de mensenrechtenverdedigers die wij als project begeleiden ondanks alle doodsbedreigingen die zij geregeld ontvangen. Ook op het platteland is het best emotioneel om de colombiaanse bevolking - omringd door geweld - zo opgewekt te zien!

Ik herinner mij een begeleiding naar de Montes de Maria, een zone waar de guerrilla zeer actief is en waar mensenrechten worden geschonden door zowel deze groepering als door het leger. Een zone waar de wegen zo slecht zijn dat zelfs auto's met vierwielaandrijving problemen hebben met het door de modder te ploegen. We zijn toen achterop mototaxi's (taxi-brommers) omhooggegaan. Er is zoveel armoede in de gehuchten daar, hutjes van modder en riet, een gebrek aan voedsel - een schril contrast met de wereldstad Bogota.

Een andere begeleiding die mij altijd zal bijblijven was een reis naar Bajo Naya, een mooi en groen gebied met veel rivieren tussen de regio's Cauca en Valle de Cauca waar het leger momenteel in gevechten gewikkeld is met de guerrilla en waar de burgerbevolking tussenzit. Er zijn ook andere interesse's mee gemoeid zoals coca-plantages, landtitels etc. De ONG 'Comisión Intereclesial de Justicia y Paz' die wij normaal gesproken begeleiden in Uraba en Bogota heeft daar een team zitten die op een gegeven moment doodsbedreigingen onder hun deur doorgeschoven kregen. Zij hebben toen onze hulp ingeroepen en met andere mensenrechtenverdedigers van dezelfde ONG hebben wij een boot gehuurd en zijn we de zone ingetrokken om deze mensen naar Cali te brengen. Ik vergeet nooit de dank die zijn in hun ogen uitdrukten.

Ik heb met mijn eigen ogen kunnen zien dat PBI een groot verschil maakt in de mensenrechtensituatie in Colombia. Het is een klein project maar met met meer invloed dan we over het algemeen denken. Helaas is de mensenrechtensituatie in Colombia nog steeds slecht en heeft PBI veel vrijwilligers nodig om het project te laten doorgaan. Persoonlijk heb ik geen moment spijt gehad om hier in Colombia voor PBI te werken. Alle tijd en energie die ik erin gestoken heb, waren het meer dan de moeite waard en ik denk met veel plezier maar ook met melancholie terug aan mijn jaar in dit prachtige land! Ik hoop PBI te kunnen blijven steunen met vrijwilligerswerk bij mijn terugkomst in Europa.

Annemarie de Vries



## Népal

### Selon Advocacy Forum, la torture continue en toute impunité

*Malgré la fin d'une décennie de conflit marquée par l'accord de paix signé en novembre 2006 par les Maoïstes et le gouvernement népalais, les violations des droits humains perdurent au Népal. Selon Advocacy Forum, l'une des organisations de défense des droits humains les plus respectées au Népal et accompagnée par PBI depuis 2006, la pratique de la torture demeure monnaie courante.*

« Les gens sont dans l'illusion que la pratique de la torture n'a été utilisée qu'à partir du moment où le conflit a commencé. Or la torture était systématiquement utilisée avant l'insurrection maoïste et continue de l'être aujourd'hui, malgré la restauration de la démocratie en 2006 ». Rassemblant avocats et juristes engagés dans la défense des droits fondamentaux, Advocacy Forum documente les cas de violations des droits humains et apporte un soutien juridique aux victimes d'abus.

Afin de prévenir et dénoncer les actes de torture en garde à vue ainsi que les détentions illégales, Advocacy Forum visite quotidiennement les postes de police à Kathmandou et en province. Au cours de ces visites, les avocats d'Advocacy Forum s'entretiennent avec les prévenus afin de recueillir des informations sur les conditions de détention et les situations de détentions illégales. L'organisation estime que la visite régulière des centres de police est un moyen effectif de garantir les droits fondamentaux des prévenus et de limiter le risque de mauvais traitements en garde à vue.

Alors que les ONG locales font état d'une augmentation drastique des cas de mauvais traitements et de torture dans certaines régions du Népal, les avocats d'Advocacy Forum rencontrent des difficultés croissantes dans le cadre de leur travail en garde à vue, al-



*Accompagnement par PBI de membres d'Advocacy Forum*

lant de pressions de la part des autorités de police aux actes d'intimidations, voire aux menaces de mort.

Cette situation a conduit Advocacy Forum à solliciter le soutien de PBI en février 2008. Depuis, les volontaires de PBI accompagnent régulièrement les avocats d'Advocacy Forum dans les centres de police à Kathmandou et dans certains districts de l'Est et de l'Ouest du Népal, où la situation semble particulièrement problématique. Pendant les mois d'avril, mai et juin, l'équipe

#### Avocat en danger

Le 2 mai 2008, à 9h40, Sushil Lakhe, a reçu une menace de mort, clairement liée à son travail. Il était en route vers son domicile lorsqu'il fut suivi par deux individus. A un moment donné, ils eurent ces mots : « Cet homme se dit défenseur des droits humains et nous devons en finir avec lui ». Cet incident eut lieu peu après que Sushil Lakhe a tenté de déposer plainte contre l'armée pour violation des droits humains. La police a dans un premier temps refusé d'enregistrer la plainte. Le 4 mai, la Police a finalement procédé à son enregistrement. Deux volontaires de PBI accompagnaient Advocacy Forum au poste de police.

Le 11 mai, 10 policiers se présentèrent au domicile de Sushil Lakhe. Bien que ce dernier fût absent, la police se mit à fouiller la maison, sans mandat l'y autorisant, et procéda à l'arrestation de cinq visiteurs. Ces personnes furent relâchées quelques heures plus tard sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elles.

Suite à ces incidents, la Commission asiatique des droits humains (Asian Human Rights Commission) lança le 15 mai 2008 un appel urgent en faveur de Sushil Lakhe. Le 17 mai, 5 officiers de police se rendirent de nouveau au domicile de Sushil Lakhe mais ne l'y trouvèrent pas. Les volontaires de PBI se mirent immédiatement en rapport avec les autorités locales, le Bureau du Haut-commissariat aux Droits de l'Homme des Nations unies (HCHD), le Comité International de la Croix-rouge et le Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH). En coopération étroite avec le HCHD et la CNDH, PBI a procédé à une évaluation de la situation de Sushil Lakhe et de ses besoins en termes de protection. Les volontaires de PBI ont accompagné Sushil Lakhe de façon quasi continue pendant plusieurs semaines.



de PBI a été très présente aux côtés d'Advocacy Forum dans les districts de Banke (région du Midwest), Baglung (Région Ouest) et Morang (Région Est), où le personnel d'Advocacy forum a fait l'objet de menaces et d'intimidations.

L'impact de la présence de PBI aux côtés des avocats d'Advocacy Forum s'est avéré positif. A titre d'exemple, il arrive souvent que les prévenus ne puissent pas s'entretenir en toute confidentialité avec leurs avocats. A la différence de diverses organisations internationales, Advocacy Forum s'est vue refuser le droit de bénéficier d'un espace privé pour s'entretenir

en toute confidentialité avec les détenus. A la suite de l'intervention de PBI auprès des autorités de police, les avocats d'Advocacy Forum ont pu bénéficier d'un espace offrant les conditions de confidentialité nécessaires à leurs activités en garde à vue.

« Il y a 8 mois, nous avons aussi impliqué des agences internationales dans nos efforts de lobbying auprès des autorités de police, mais l'impact n'a pas été très fort. Aujourd'hui, PBI a obtenu un résultat en l'espace de quelques jours, ce qui représente un grand pas pour notre travail pour les droits humains. Nous ne l'oublions jamais. »

Article extrait du dernier bulletin de PBI-France

## Weblog van een PBI-projectvrijwilliger

*Emma Jansen, uit Nederland, is onlangs voor PBI vertrokken naar Nepal. Emma houdt een weblog over haar ervaringen als projectvrijwilliger voor PBI. Hieronder kun je een paar stukjes lezen van haar weblog (<http://emmaj.waarbenjij.nu>)*

Het werk van PBI spreekt mij heel erg aan. Het voelt heel goed om een steentje bij te kunnen dragen in de wereld. In Nepal heerst er nu al enige tijd vrede na een meer dan tien jaar durende burgeroorlog. Toch is er nog veel werk te doen voor een organisatie als PBI. Het land is op dit moment heel snel aan het veranderen en iedereen wacht met spanning af welke kant het precies op zal gaan. Het mooiste van het werk van PBI vind ik dat ik niet naar Nepal ga om de mensen daar te vertellen hoe het beter moet. Ik ga er naartoe om de mensen daar de ruimte te geven om zelf in hun eigen land op te komen voor hun rechten.

Ik heb mijn vertrouwde paleisje aan de Van Tuyl verlaten. Ik ga echter niet in een of ander nieuw veilig oord luxueus mijn tijd uitzitten. Ik heb mijn luxe verlaten en ben in het diepe gesprongen. Nou ja, eigenlijk valt dat wel weer mee. Hier in het PBI huis is ook gewoon draadloos internet, warm water, elke dag wordt er lunch voor ons gekookt en het huis wordt voor ons schoongemaakt, dat is in sommige opzichten meer luxe dan ik verlaten heb. En zo diep is het water nou ook weer niet, met een 10-daagse training ben ik goed voorbereid op het werk dat ik hier ga doen. Nepal voelt door mijn twee eerdere bezoeken aan dit land heel vertrouwd.

Ik ben deze week in het team voor mijn oriëntatie. Maandag vertrek ik richting Darjeeling om daar Nepalees te gaan leren. Ik heb al redelijk wat opgestoken van mijn 10 lessen in Nederland, maar vijf weken intensieve les en mijn verblijf in een Nepalees-talig gastgezin zal er hopelijk voor zorgen dat als ik terug ben, ik mij ook daadwerkelijk verstaanbaar kan maken in het Nepalees. Voordat ik terug zal zijn bij het team ben ik eerst nog ruim drie weken in China, dus ik hoop dat ik dan niet alles alweer vergeten ben...

Mijn oriëntatieweek is tot nu toe heel relaxed, voor mij althans. Er is voor het team veel werk te doen. Omdat ik niet constant in de weg wil lopen heb ik ruim de tijd om gewoon wat rond te hangen in het huis, te observeren hoe het er hier allemaal aan toegaat, uit te rusten van mijn hectische week voor vertrek en om dit uitgebreide stuk te schrijven voor mijn weblog. Tussendoor wordt ik steeds door een van de andere teamgenoten geïnformeerd over allerlei soort zaken zoals dagtaken, weektaken, maandelijkse taken, de structuur van het Nepal project en waar het project nu allemaal mee bezig is. Omdat op dit moment het langst verblijvende lid van het team in januari begonnen is en de rest vanaf april gekomen is, is het team nog erg jong en vooral bezig met uitzoeken hoe het precies allemaal werkt. Het vorige team is zo goed als in zijn geheel eind mei vertrokken. Dus hoewel er veel informatie overgedragen is, is het nieuwe team nog bezig met het vinden van een eigen routine. Dit zal heel anders zijn als ik over twee maanden terug ben om aan het echte werk te gaan beginnen.

Emma Jansen

